



Communiqué de presse

Paris, le 2 février 2023

## **Après les mobilisations énormes du 19 et du 31, les retraités toujours déterminés contre cette réforme des retraites injuste et injustifiée.**

Les personnes retraitées étaient largement mobilisées les 19 et 31 janvier. Le gouvernement martèle que, sur l'essentiel, rien n'est négociable. C'est donc par la force qu'il veut imposer à la population de travailler plus longtemps pour des pensions de retraite réduites. Il espère que la lassitude va gagner, ayant maintenant déjà perdu la « bataille de la pédagogie ». Il joue aussi sur la menace et la peur. Ainsi, le ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion (sic), Olivier Dussopt, vient d'annoncer « *Si nous retirions cette réforme, le système serait déficitaire, il s'écroulerait, et le niveau moyen de pension des retraités baisserait de 20 %...* ». M. Dussopt oublie d'envisager ce qui pourrait arriver au gouvernement s'il baissait les pensions de 20 %. Il oublie aussi que les tentatives de rompre les solidarités sont vouées à l'échec. Les personnes retraitées, au cours de leurs luttes passées, ont toujours su déjouer ces manœuvres.

Nous sommes à un moment décisif où d'autres choix peuvent être pris pour aller vers le progrès social.

Nos neuf organisations de retraitées et de retraités appellent toutes et tous à répondre au mot d'ordre de l'intersyndicale nationale et à manifester dans la rue, partout dans le pays, le mardi 7 et le samedi 11 février 2023.

Nos neuf organisations les appellent à renforcer les participations aux manifestations en y invitant leurs amis et amies, leurs voisins et voisines, leurs cousines et cousins, etc.

Pour celles qui peuvent difficilement se déplacer, il y a d'autres moyens de faire savoir son mécontentement (signer la pétition nationale, écrire à son député et / ou sénateur, etc.). Dans les départements, toutes les initiatives peuvent être prises pour confirmer et rendre visible l'opposition des personnes retraitées à cette réforme et leur exigence d'une autre réforme, avec des choix de financement pérennes, effectivement juste et confortant la solidarité inter générationnelle.

Nous ne lâchons rien.

### **Le 7 et le 11 février on continue !**

Marc Bastide (UCR-CGT, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil cedex)

Paul Barbier (UCR-FO, 141 avenue du Maine, 75680 Paris cedex 14)

Laurence Naudin (UNAR-CFTC, 45 rue de la Procession, 75015 Paris)

Daniel Delabarre (UNIR CFE-CGC, 59 rue du Rocher, 75008 Paris)

Marylène Cahouet (FSU, 104 rue Romain Rolland, 93260 Les Lilas)

Gérard Gourguechon (UNIRS-Solidaires, 31 rue de la Grange aux Belles, 75010 Paris)

Jacques Brillet (FGR-FP, 20 rue Vignon, 75009 Paris)

Roger Perret (Ensemble & solidaires - UNRPA, 47 bis rue Kléber, 93400 St Ouen)

Bernard Serra (LSR, 263 rue de Paris, 93515 Montreuil)